



Compte Rendu

Réunion du Conseil Municipal

Réunion du : 17 novembre 2016

Auteur du relevé :
André ZAVAN

Version du : 22 novembre 2016

Date et heure de la réunion : jeudi 17 novembre 2016 à 20h30.
Convocation adressée le 10 novembre 2016.

Membres présents (13) : M. CAPURON, M. ZAVAN, M. RUDELIN, Mme BELUGUE, Mme DUMAREAU, M. VILLERMET, M. BEAUDEAU, M. GUERINET, Mme BETHOULE, M. BLANCHER, Mme FERNANDES, M. HIRT, Mme RIBEYROL.

Membres absents excusés (3) : M. FAVIER, Mme GUITTON, Mme PIMPAUD.

Pouvoirs (3) : Mme BONPAIN a donné pouvoir à Mme RIBEYROL.

M. DEPEUX a donné pouvoir à M. RUDELIN.

Mme POISSON a donné pouvoir à M. ZAVAN.

Ordre du jour de la réunion :

Points de l'ordre du jour	Discussions	Résultats (scrutin, vote)
1- Approbation du compte rendu du précédent Conseil Municipal.	Pas de remarque.	Le Conseil Municipal • Approuve à l'unanimité le compte rendu de la précédente réunion du Conseil Municipal.
2 – Fusion de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et de la Communauté de Communes des Coteaux de Sigoulès – Modification du Nom.	Par courrier du 15 septembre 2016, Mme le Préfète de la Dordogne a transmis les statuts du nouvel Etablissement Public à Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre créé à compter du 1 ^{er} janvier 2017 et issu de la Communauté d'Agglomération Bergeracoise et de la Communauté de Communes des Coteaux de Sigoulès. L'article 1 des statuts stipule que ce nouvel établissement prend le nom de communauté d'Agglomération Bergeracoise et Coteaux de Sigoulès. Il apparait toutefois plus opportun de conserver à ce nouvel EPCI la dénomination de Communauté d'Agglomération Bergeracoise.	Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité et par vote à main levée, • Décide que le nouvel EPCI prendra le nom de Communauté d'Agglomération Bergeracoise. • Sollicite Madame la Préfète pour prendre un arrêté modifiant l'arrêté de fusion.
3 - Syndicat Rivières, Vallées et Patrimoine en Bergeracois – modification des statuts.	Monsieur le Maire de COURS-DE-PILE, informe le conseil municipal que le syndicat mixte Rivières, Vallées et Patrimoine en Bergeracois (RVPB) propose, par délibération du 19/11/2015 de modifier partiellement ses statuts afin de les mettre à jour et intégrer de nouvelles compétences liées à la GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) et	

d'élargir le périmètre du syndicat à la commune de Saint Agne.

L'article 1 modifié est présenté comme suit :

En application des articles L5211-1 à L5211-58 et L5212-32 à L5212-34 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la proposition 60 du Schéma Départemental de Coopération Intercommunal, il est formé entre les communes de :

Baneuil, Bayac, Beaumontois-en-Périgord, Bergerac, Bouillac, Bouniagues, Bourniquel, Cause-de-Clérans, Cendrieux, Colombier, Conne-de-Labarde, Cours-de-Pile, Couze-Saint-Front, Faux, Flaugeac, Gardonne, Issigeac, Lamonzie-Montastruc, Lamonzie-Saint-Martin, Lanquais, Liorac-sur-Louyre, Lolme, Marsalès, Mauzac-et- Grand-Castang, Molières, Monbazillac, Monmadales, Monsac, Monsaguel, Montaut, Montferrand-du-Périgord, Naussannes, Paunat, Pressignac-Vicq, Saint-Agne, Saint-Aubin-de-Lanquais, Saint-Avit-Rivière, Saint-Avit-Sénieur, Saint-Capraise-de-Lalinde, Saint-Cernin-de-Labarde, Saint-Félix-de-Villadeix, Saint-Laurent-des-Bâtons, Saint-Laurent-des-Vignes, Saint-Marcel-du-Périgord, Saint-Nexans, Saint-Perdoux, Saint-Romain-de-Monpazier, Sainte-Alvère, Sainte-Croix-de-Beaumont, Singleyrac, Trémolat, Varennes et la communauté de communes de Sigoulès – représentant les communes de : Cunèges, Gageac-et-Rouillac, Mescoulès, Monestier, Pomport, Razac-de-Saussignac, Ribagnac, Rouffignac-de-Sigoulès, Saussignac, Sigoulès, Thénac,

un syndicat mixte intercommunal dénommé :

« RIVIERES, VALLEES ET PATRIMOINE EN BERGERACOIS » RVPB.

L'article 2 modifié est présenté comme suit :

A compter du 1er janvier 2017, le syndicat exerce en lieu et place de toutes les communes membres les compétences suivantes :

- préservation du bon état environnemental des cours d'eau
- valorisation des cours d'eau et du patrimoine naturel et bâti lié aux cours d'eau
- étude, restauration, entretien, protection de la faune et de la flore et contrôle des espèces invasives sur l'ensemble des milieux aquatiques des bassins versants du RVPB
- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ; l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ; la défense contre les inondations ; la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

<p>4 – Renouvellement adhésion au Comité Départemental d’Action Sociale.</p> <p>5 – Redevance d’Occupation du Domaine Public 2016-Opérateur ORANGE.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • toutes actions liées directement ou indirectement aux quatre points précités, ou à la compétence GEMAPI. <p>Monsieur le Maire précise que, selon le code du CGCT, pour les modifications statutaires, la décision est subordonnée à la décision des conseils municipaux ou conseils communautaires des membres dans les conditions de majorité qualifiées requises pour la création d'un EPCI.</p> <p>La compétence GEMAPI, introduite par la loi MAPTAM sera automatiquement confiée aux communes au plus tard le 1er janvier 2018. Si elles sont déjà organisées ensemble via un syndicat de rivière, les communes peuvent adopter cette compétence par anticipation et la transférer au syndicat compétent.</p> <p>Les conseils municipaux, et conseils communautaires, doivent se prononcer dans un délai de trois mois sur la modification envisagée à compter de la notification. A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable</p> <p>Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la création en date du 25 février 1992 d’un COMITE DEPARTEMENTAL D’ACTION SOCIALE de la Fonction Publique Territoriale placé auprès du Centre de Gestion et demande à l’assemblée de bien vouloir délibérer sur le renouvellement de l’adhésion de la commune.</p> <p>Monsieur le Maire rappelle que conformément au décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 qui définit les modalités en matière tarifaire, les redevances sont révisées au 1er janvier de chaque année.</p> <p>Il précise que concernant l’opérateur téléphonique ORANGE il y a :</p> <p>Utilisation des artères aériennes : 51.74 € le km Utilisation des artères en sous-sol : 38.80 € le km Emprise au sol : 25.87 € le m2</p> <p>Pour l’année 2016, la redevance se calcule comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Artères aériennes : 51.74 x 12.73 kms = 658.65 € • Artères en sous-sol : 38.80 x 37.283 kms = 1446.58 € • Emprise au sol : 25.87 x 1m2 = 25.87 € <p>Total = 2131.10 €</p>	<p>Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l’unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • approuve l'article 1 modifié tel que présenté, • approuve l'article 2 modifié tel que présenté, • adopte la compétence GEMAPI, • transfère la compétence GEMAPI au syndicat mixte RVPB • autorise Monsieur le Maire à effectuer toute démarche et formalité administrative afférente à ces modifications. <p>Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l’unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • décide l’adhésion de la commune au Centre Départemental d’Action Sociale, • s’engage à inscrire au budget le montant de la cotisation et • autorise Monsieur le Maire à effectuer les démarches nécessaires pour cette adhésion. <p>Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l’unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • décide d’appliquer les taux maximum et de percevoir la RODP d’un montant total de 2131.10 € pour l’année 2016.
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>6 – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement collectif pour 2015.</p>	<p>En application de l'article L2224.5 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire présente à l'assemblée le rapport de l'année 2015 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif.</p> <p>Il précise qu'il s'agit du rapport correspondant à deux périodes :</p> <p>Du 1^{er} janvier 2015 au 04 avril 2015 cela concerne le fonctionnement de l'ancienne station d'épuration et du 05 avril 2015 au 31 décembre 2015 celui de la nouvelle station plantée de roseaux.</p> <p>Quelques informations contenues dans ce rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La commune exerce par elle-même la compétence assainissement collectif. Elle a la responsabilité du fonctionnement des ouvrages et de leur entretien, a la maîtrise des investissements et la propriété des ouvrages, - La population desservie est estimée à 1120 habitants, - Le service est exploité en régie, - 522 abonnements domestiques (518 en 2014=> soit + 0.77 %), - Volumes facturés en 2014 : 41 983 m³ (43 268 m³ en 2014 => soit -2,97%). - 10.590 Km linéaire de canalisations (réseau collecteur inchangé). - Capacité de traitement de la station d'épuration : 1300 équivalent habitant, - Le prix du service comprend une partie fixe (abonnement) et une partie proportionnelle à la consommation d'eau potable. - Composantes de la facture d'un usager consommant 120 m³ d'eau (hors redevance modernisation réseaux): 211.00 € TTC au 01-01-2014 211.00 € TTC au 01-01-2015 (variation 0 %). Évolution du tarif HT depuis 2000 : 2000 : 111.24 € 2002 : 127.77 € 2004 : 153.36 € 2006 : 161.38 € .../... 2010 : 168.00 € 2013 : 180.00 € 2014 : 200.00 € 2015 : 200.00 € - Composantes de la facture d'un usager consommant 120 m³ d'eau (y compris redevance modernisation réseaux) : 240,12 € TTC au 01-01-2014 240.75 € TTC au 01-01-2014 (+ 0,26 %). - Total des travaux engagés au cours de l'exercice 2014 (Nouvelle Step, hydrocurages) : 557 817,34 €HT Subventions perçues : 203 530.00 €. 	<p>Le Conseil Municipal prend acte de cette présentation.</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------

<p>7 – Lancement d'un marché de maîtrise d'œuvre pour extension du réseau d'assainissement collectif.</p>	<p>Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal qu'il est nécessaire de réaliser une extension du réseau d'assainissement collectif, via le Chemin de la Croix, ceci dans le cadre du projet de création de nouveaux quartiers, route de st Germain. Monsieur le Maire précise que cette opération rentre pour partie dans le cadre du Schéma Communal d'Assainissement. Il propose de lancer un marché de maîtrise d'œuvre pour un projet d'extension de la canalisation du réseau d'assainissement collectif sur un linéaire de 1500 m environ.</p>	<p>Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • décide de lancer un marché de maîtrise d'œuvre pour un projet d'extension de la canalisation du réseau d'assainissement collectif.
<p>8 – Adhésion à un groupement de commandes pour l'achat d'énergies, de travaux, fournitures et services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique.</p>	<p>Monsieur le Maire expose : Vu la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité, Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel, Vu le code de l'énergie, Vu le code général des collectivités territoriales, Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics, notamment son article 28, Considérant que la commune de Cours-de-Pile a des besoins en matière d'achat d'énergies, de travaux, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique, Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix, Considérant que les Syndicats d'Énergies de la région Nouvelle Aquitaine s'unissent pour constituer un groupement de commandes, avec des personnes morales de droit public et de droit privé, pour l'achat d'énergies, de travaux, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique, Considérant que le groupement est constitué pour une durée illimitée, Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitifs, il sera passé des marchés ou des accords-cadres, Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde) sera le coordonnateur du groupement, Considérant que ce groupement présente un intérêt pour la commune de Cours de Pile au regard de ses besoins propres, Monsieur le Maire propose l'adhésion de la commune au groupement de commandes pour l'achat d'énergies, de travaux, fournitures et services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique.</p>	<p>Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • décide l'adhésion de la commune de Cours-de-Pile au groupement de commandes pour l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique pour une durée illimitée, • autorise Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement qu'il a exposée à l'assemblée et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération, • autorise Monsieur le Maire à faire acte de candidature aux marchés d'énergies (électricité, gaz naturel, fioul, propane, bois...) proposés par le groupement suivant les besoins de la collectivité, • autorise le coordonnateur et le Syndicat d'énergies dont il dépend, à solliciter, autant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives à différents points de livraison, • approuve la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement et, notamment pour les marchés d'énergies, sa

<p>9 – Mise à disposition du personnel au Syndicat Intercommunal du Transport scolaire</p>	<p>Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une convention a été signée avec le SITS concernant la mise à disposition d'un personnel communal pour la réalisation des tâches administratives et comptables. Monsieur le Maire précise que Mme BORD Christel, adjointe administrative principale de 2^{ème} classe, accepte à nouveau sa mise à disposition au SITS pour une année soit du 1^{er} Octobre 2016 au 30 Septembre 2017. Monsieur GUERINET, président du SITS, propose de verser à la commune de Cours de Pile la somme forfaitaire de 600 € en compensation des tâches réalisées, cette somme sera reversée à l'agent désigné par l'intermédiaire du Régime indemnitaire au mois de décembre 2016.</p>	<p>répercussion sur le ou les titulaire(s) des marchés conformément aux modalités de calcul de l'article 9 de la convention constitutive,</p> <ul style="list-style-type: none"> • s'engage à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune de Cours de Pile est partie prenante, • s'engage à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la commune de Cours-de-Pile est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget. <p>Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • accepte la mise à disposition de Mme BORD Christel, adjointe administrative principale de 2^{ème} classe, pour 1 an soit du 1^{er} Octobre 2016 au 30 Septembre 2017, • précise que la somme de 600 € versée par le SITS, sera reversée à l'agent désigné par l'intermédiaire du Régime Indemnitaire IAT (Indemnité Administrative et de technicité) au mois de décembre 2016, • autorise Monsieur le Maire ou à défaut son adjoint à signer tous documents nécessaires à cette affaire.
<p>10 – Adhésion à la Charte 0 pesticide initiée par le Conseil Départemental de la Dordogne et solicitation d'aide financière auprès de l'Agence de l'eau Adour- Garonne pour supprimer</p>	<p>Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la « Charte 0 pesticide ».</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les démarches engagées au niveau européen pour diminuer la présence et l'utilisation des produits chimiques, notamment des pesticides, et au niveau national à travers le Grenelle de l'Environnement et le plan Ecophyto 2018, interpellent chaque collectivité dans sa gestion des espaces verts. • La charte « 0 pesticide » propose une démarche d'excellence environnementale pour concevoir et entretenir les espaces publics en supprimant les pesticides. 	<p>Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • décide de s'engager en faveur

<p>l'usage des pesticides dans la commune.</p> <p>11 – Subvention à l'Etoile Sportive de Cours de Pile (ESCP).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les objectifs visés concernent la protection de la santé des personnels chargés de l'entretien et des habitants fréquentant ces espaces publics, des ressources naturelles et de la biodiversité (faune et flore). • L'engagement de la commune dans cette démarche de progrès conduira à mener des actions de formation, d'information de la population, d'études sur les milieux naturels de la commune et à l'élaboration d'un plan et de méthodes d'entretien sans pesticides. <p>Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le dossier de demande de subvention de l'ESCP.</p>	<p>de la suppression des pesticides sur la commune,</p> <ul style="list-style-type: none"> • adopte le règlement, • sollicite l'adhésion de la commune à la Charte « 0 pesticide », • sollicite une aide financière auprès de l'Agence de l'eau Adour-Garonne pour supprimer l'usage des pesticides dans la commune. <p>Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité et par vote à main levée,</p> <ul style="list-style-type: none"> • décide d'accorder une subvention à l'ESCP pour l'année 2016 d'un montant de 900 €, • autorise Monsieur le Maire ou à défaut son adjoint à signer tous documents nécessaires à cette affaire.
<p>12 – Questions diverses.</p>	<p>➤ <i>Didier CAPURON (Maire):</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet d'acquisition : <ul style="list-style-type: none"> - Défibrillateur - Radar pédagogique - Panneau d'information électronique <p><i>M. ZAVAN commente les tableaux comparatifs des différentes propositions parvenues à ce jour. Les implantations de ces matériels resteront à définir.</i></p> <p>➤ <i>Joëlle BELUGUE :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Décès d'une enseignante. • TAP : un nouvel élu participe à l'animation bénévole des TAPs. Il s'agit de M. HIRT, conseiller municipal. <p>➤ <i>Annie DUMAREAU :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Médiathèque : La conférence sur la « permaculture » animée par M. Thierry TONDEUR, employé municipal, a eu un franc succès avec obligation de refuser du public. Une nouvelle séance est donc prévue le jeudi 24 novembre. <p>➤ <i>André ZAVAN :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Travaux électriques à la boulangerie : le montant de la facture qui va nous parvenir sera moins élevée que celui du devis car l'artisan a tenu compte du fait qu'il a passé moins de temps que prévu et par ailleurs il 	

	<p>n'a pas eu à remplacer certains éléments contrairement à ce qui figurait sur son devis. Il faut donc souligner l'honnêteté de l'électricien.</p> <ul style="list-style-type: none">• Panneaux de signalisation routière : quelques interventions nécessaires suite à des dégradations accidentelles ou malveillantes. <p>L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h40.</p>	<p>Le conseil municipal prend acte des différents points abordés.</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------

La date de la prochaine réunion du Conseil Municipal a été fixée au mardi 13 décembre 2016 à 20h00.